

ÉTATS POLICIERS

William Bratton, VRP de la « tolérance zéro »



William Bratton, ancien chef de la police de New York et de Los Angeles, s'est reconverti depuis quelques années dans la propagande sécuritaire. Il vend depuis ses conseils à plusieurs maires de villes latino-américaines, afin de les convaincre d'adopter la « tolérance zéro », conception états-unienne d'une politique de la ville exclusivement tournée vers la répression. Cette politique, présentée abusivement comme une « théorie », est en réalité le produit de l'Institut Manhattan, un think tank néo-conservateur particulièrement réactionnaire. Les municipalités concernées s'achètent un arsenal idéologique pour légitimer leur traitement pénal de la misère.

page 2

Mobilisation de paillettes dans la campagne US

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Bruce Springsteen apporte son soutien à John Kerry dans une tribune largement relayée par la presse internationale. Son texte reflète toute l'ambiguïté d'une partie des soutiens de John Kerry, si écœurés par la politique de George W. Bush qu'ils sont prêts à voir dans le candidat démocrate une alternative qu'il n'est pas. Loin de ce discours ambigu, le chanteur de country Larry Gatlin se félicite du bilan militariste et clérical de George W. Bush.

page 8

REPÈRE : 30 AOÛT 1608

Prétexte humanitaire pour une guerre de ressources

Jamestown, la première ville états-unienne, est fondée en 1607 sur les terres du chef Powhatan, qui entretient des relations distantes avec les colons. Les débuts agricoles sont mauvais et dès l'hiver, des colons vont se réfugier dans les villages indiens afin de ne pas mourir de faim. L'été revenu, le conseil de la colonie réclame le retour des « captifs » ce que Powhatan refuse « de manière dédaigneuse et insultante pour nous », d'après le rapport du Capitaine Smith. Soucieux d'éviter une nouvelle famine dans la colonie, Smith décide alors de profiter de ce prétexte pour s'emparer des réserves de vivres de Powhatan. Le 30 août, une troupe est envoyée pour « libérer les nôtres, esclaves du sauvage ». Elle attaque un village indien tuant 23 hommes et repart avec - outre les réserves - une vingtaine d'otages femmes et enfants qui devront servir d'esclaves. Sur le chemin du retour, les enfants ralentissant les bateaux, Smith ordonne de les jeter par dessus bord et de les abattre. Face aux lamentations des femmes, Smith décide de s'en débarrasser également, mais, craignant une riposte indienne, il les fait égorger sur la plage afin d'économiser la poudre. ■



PARANOÏA AUTOUR DE LA CONVENTION RÉPUBLICAINE DE NEW YORK

C'est dans un climat très tendu que s'est ouverte aujourd'hui à New York l'une des conventions nationales républicaines les plus surveillées de l'histoire. Alors qu'une partie des commentateurs républicains se réjouit à l'avance de la publicité offerte par les débordements quasi-inévitables qu'occasionneront les manifestations anti-Bush, d'autres alimentent le climat de paranoïa et de défiance au sein de l'élite politico-économique. Ainsi Bernadette Malone, personnalité républicaine du New Hampshire, a-t-elle récemment et sérieusement mis en garde ses camarades : « La semaine prochaine, les gens qui détestent les républicains ont projeté de lâcher des nuées de souris dans New York City pour terroriser les délégués de la Convention. Des anti-républicains ont l'intention de se déguiser en bénévoles républicains pour indiquer de fausses directions aux petites dames aux cheveux teints en bleu arrivant du Kansas, les aiguillant vers des quartiers de New York inhabitables pour des êtres humains. Ils ont l'intention de jeter des tartes et Dieu-seul sait quoi aux républicains de passage dans la ville. Des prostituées porteuses du virus du SIDA ont prévu de séduire des visiteurs républicains et de les décourager d'utiliser des préservatifs. » ■

États policiers

William Bratton, VRP de la « tolérance zéro »

William Bratton, ancien chef de la police de New York et de Los Angeles, s'est reconverti depuis quelques années dans la propagande sécuritaire. Il vend depuis ses conseils à plusieurs maires de villes latino-américaines, afin de les convaincre d'adopter la « tolérance zéro », conception états-unienne d'une politique de la ville exclusivement tournée vers la répression. Cette politique, présentée abusivement comme une « théorie », est en réalité le produit de l'Institut Manhattan, un think tank néo-conservateur particulièrement réactionnaire. Les municipalités concernées s'achètent un arsenal idéologique pour légitimer leur traitement pénal de la misère.

*Este artículo puede ser consultado en español en redvoltaire.net
Cet article est disponible en Espagnol sur redvoltaire.net*



William Bratton dans le ciel de Los Angeles à la recherche de « terroristes ».
(Photo : Saxon. American Water Works Association)

La diffusion en Amérique latine de la doctrine sécuritaire états-unienne constitue, dans les faits, l'un des projets les plus dangereux du néolibéralisme sauvage. Pour le mettre en pratique, on a fait appel tant à la complicité de fonctionnaires latino-américains de droite qu'à l'ingénuité et la désinformation des citoyens, y compris des responsables politiques de haut niveau sensibles à la nature idéologique du produit qu'ils proposent.

Le terrorisme en uniforme

William Bratton se considère lui-même comme un idéologue de la stratégie « tolérance zéro », qui consiste à imposer aux citoyens des sanctions sévères sans distinction pour les infractions mineures [1]. Il a débuté sa carrière dans la police militaire, travaillé pour la police de Boston et celle de New York, puis, de 1996 à 2002, il a monté sa propre entreprise, The Bratton Group, L.L.C., tout en étant consultant chez Kroll Associates.

Lorsqu'il travaillait pour la police de Boston, Bratton sympathisa avec George Kellig, un « expert » en questions politiques qui affirme que nul délit ou désordre, aussi minime soit-il, ne doit être laissé impuni, sans quoi il conduit inévitablement à des délits plus graves et au désordre social. Depuis peu, les responsables de la production d'idées sécuritaires n'incluent plus dans cette catégorie les atteintes les plus graves à l'ordre public telles que les assassinats commis par la police, ou encore les irrégularités et les malversations frauduleuses pratiquées par les « délinquants en col blanc » [2]. Peut-être justement parce que les responsables politiques auxquels les marchands de sécurité vendent cet arsenal idéologique commettent parfois ce genre de délits... En septembre 2000 on vit de nouveau Bratton et Kellig, cette fois en tant que consultants de l'Institut Manhattan [3], réunis à Caracas avec Alfredo Peña ainsi que d'autres anti-chavistes.

Quant à Kroll Associates, c'est l'une des firmes de sécurité les plus importantes au monde, qui joue un rôle essentiel dans la « guerre au terrorisme ». Cette société « mène toutes sortes d'activités policières et d'espionnage : elle a supervisé une enquête sur les réseaux financiers de Saddam Hussein en 1991 pour la famille royale koweïtienne, a protégé les diplomates de l'ambassade états-unienne à Haïti, a entraîné les forces de l'ordre au Kosovo et en Indonésie, etc. ». [4]. De plus, Kroll a soutenu le programme de Bratton à Los Angeles.

Fin juillet 2003, c'est-à-dire trois mois après que Bratton eut pris en main la police de Los Angeles, le bilan des dégâts occasionnés incluait : neuf personnes assassinées par la police, dont un homme interpellé par une patrouille suite à une poursuite à grande vitesse. Bratton déclara à ce sujet : « peu m'importe si les agents sont agressifs », avant d'ajouter qu'il n'ordonnerait sous aucun prétexte d'enquête sur ces morts. La liste des victimes comprend également deux jeunes exécutés par la police alors qu'ils revenaient d'une fête. Lorsque les amis et la famille manifestèrent devant le quartier général de la police en brandissant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire « Bratton : contrôlez les agents », on leur répliqua « Contrôlez vos fils ».

Bratton a déclaré qu'il allait livrer une « guerre contre les gangs », contre ceux qu'il a qualifiés de « terroristes internes » et de « menaces pour la sécurité nationale », empruntant la rhétorique de Bush dans sa « guerre au terrorisme ». Par ailleurs, la police de Los Angeles a créé des unités de centaines d'agents pour réaliser des quadrillages des quartiers opprimés dans le plus pur style militaire et mettre en place une base de fichage sur mille jeunes



William Bratton dans son uniforme de police.

(appelée « CAL-gang »). Bratton s'est rendu en Israël pour apprendre les tactiques utilisées là-bas contre les Palestiniens et a créé un « Bureau pour la sécurité de la patrie » dirigé par John Miller, qui fut directeur des relations publiques de Bratton lorsqu'il était chef de la police new yorkaise. (« Nouveau commandant »...).

En Amérique Latine

La logique selon laquelle opèrent Bratton et d'autres personnalités de la même engeance, notamment l'ancien maire de New York Rudolf Giuliani, pour mener à bien leurs projets internationaux, est assez simple et fait appel à des techniques de marketing.

Ils usent d'une rhétorique triomphaliste, qui abonde en autocongratulations, sûre de son « excellence » et de son infaillible savoir. Ce discours triomphaliste se manifeste également dans des projets internationaux émanant des « think tanks », ou instituts conservateurs, qui diffusent de par le monde l'idée selon laquelle la priorité pour toutes les villes est de se protéger de ceux qui pourraient porter atteinte à la sécurité publique, ce qui sous-entend la sauvegarde de la vie et des biens des riches exclusivement.

Dans l'éventualité que ces postulats soient acceptés par la municipalité d'une ville donnée, ce qui est facile lorsque celle-ci est administrée par des autorités de droite, des complices de Bratton ou autres personnes du même genre rendent visite rapidement au conseil municipal, formulent des « conseils » du même type, qui incitent à combattre la délinquance de rue d'une « main de fer », puis encaissent, de manière irrégulière et dissimulée si nécessaire, des honoraires s'élevant à plusieurs dizaines de milliers de dollars.

À Mexico par exemple, le maire de la ville, Andrés Manuel Lopez Obrador, du parti de la Révolution démocratique situé à la droite modérée, a embauché Giuliani qui, en fin de compte, a livré des recommandations telles que l'incarcération des mendiants et des prostituées, approuvant en apparence l'ingénuité ou la désinformation d'autorités qui avaient créé d'importants programmes à visée sociale comme la distribution de bons mensuels aux personnes âgées.

Mais la droite néolibérale s'est montrée encore plus astucieuse quand, suite à l'acceptation par la Ville de Mexico du point de vue de Giuliani sur la délinquance, la chambre patronale et des groupes affiliés à la Fondation Manhattan ont organisé une gigantesque campagne pour monter la population contre Lopez Obrador [5], l'accusant de ne pas être capable d'« en finir » avec les vols et séquestrations générés précisément par les conditions inhumaines de la société de consommation.

Giuliani a encaissé 400 000 dollars pour aller conseiller un pays, auxquels il faut ajouter 140 000 dollars simplement pour avoir établi une charte basée sur ses schémas habituels. Visiblement c'est un escroc, mais très accompli, puisqu'il

est capable de dérober beaucoup plus que n'importe quel assaillant de rue, sans parler du facteur aggravant du fait que les conseils de Giuliani conduisent à priver de liberté ou à tuer des gens parce qu'ils ont été marginalisés.

Un autre exemple est celui de Caracas, dont le maire anti-chaviste Alfredo Peña a engagé Bratton pour organiser la répression contre les couches populaires. Dans ce cas, comme dans bien d'autres, il a été affirmé que les honoraires perçus par les « super-consultants » pour leurs conseils, qui sont directement orientés contre les classes les plus défavorisées de la société, ont été payés par les grandes entreprises locales. Ces faits ne sont toujours pas avérés, mais, s'ils venaient à l'être, il s'agirait d'un dangereux précédent de subordination de la sécurité publique à ces intérêts privés.

Bratton a encaissé de la part de la mairie de Caracas la modeste somme de 108 000 dollars pour réciter son catéchisme de la « tolérance zéro » et pour l'aider à former des groupes civils de soutien à la police, appelés « Gardiens de la ville ». Il s'agit en réalité de milices constituées de volontaires entraînés pour servir d'appui au travail de la police municipale. Il s'agit là d'un événement particulièrement grave dans le contexte vénézuélien, où la police métropolitaine et le maire de Caracas soutiennent ouvertement l'opposition à Chavez.

Le 24 septembre 2002, Peña se lamentait de devoir faire appel aux grandes entreprises pour enrichir Bratton : « (...) Caracas est l'unique ville au monde (sic) qui ne débourse pas un centime de son budget pour rémunérer les loyaux services de Bratton, alors que c'est le cas dans les villes d'Europe et d'Amérique Latine qui l'ont embauché. Les honoraires de Bratton s'élèvent à 180 000 dollars, somme à laquelle il faut ajouter le montant que coûtent les équipements de la police... ».



Le « superflic » William Bratton prononçant un discours dans les locaux de la police de Los Angeles

Par ailleurs Bratton a prodigué ses conseils à des fonctionnaires chiliens et s'est également rendu à Lima. En juillet 2004, le parlementaire Rafael Rey soulignait les irrégularités et les dépenses occasionnées par l'embauche du mal nommé « superflic » William Bratton.

Il affirmait que le dénommé « Plan Bratton » qu'élabora l'États-unien pour

combattre la délinquance n'existait pas en réalité, que l'attribution du contrat s'était faite sans appel d'offre ni avis public et que de plus son entreprise n'est pas autorisée à collaborer avec le gouvernement péruvien. Ce qui n'a pas empêché celui-ci de payer William Bratton début avril 2002, « sans preuve que le contrat avait été signé ni aucune garantie ». Ainsi, Bratton est arrivé à Lima le 28 mai 2002, sans visa de travail, pour n'y rester que jusqu'au 31.

« Le Conseil de Lima a accepté de payer 44 800 dollars pour le supposé rapport. Néanmoins, 83 183 dollars ont été dépensés. C'est-à-dire, si on parle en l'occurrence du document de 10 pages qu'Andrade a pu produire, 8 000 dollars ont été dépensés par page de rapport, ou 20 000 dollars par jour de visite du señor Bratton ».

On a prétendu que les frais, en plus d'être injustifiés voire pernicieux, avaient été supportés par des « dons de particuliers ». Cependant, selon Rey, on a en réalité utilisé de l'argent de Emape, Emilima, Caja Metropolitana, Invermet et SAT.

Pour sa part, Bratton a expliqué lors d'une conférence conjointe avec le maire de Lima que son travail à Lima serait en accord avec les théories dont il a usé par le passé pour justifier sa politique de répression envers les seuls pauvres et marginaux : « *Il faut investir dans la sécurité pour permettre le développement d'autres secteurs, comme le tourisme et le commerce.* », a-t-il déclaré, avant de réaffirmer la *doxa* habituelle : « *la police ne doit pas fermer les yeux sur les petites infractions ; celles-ci doivent être combattues pour éviter l'escalade vers des délits plus graves (...)* ».

En somme, les autorités de villes latino-américaines ont payé des centaines de milliers de dollars pour contracter des « super-consultants » qui impulsent partout des projets de répression contre les secteurs marginalisés de la société et exaltent paradoxalement la « tolérance zéro », eux qui volent et escroquent des pays en développement.

Edgar González Ruiz

Journaliste d'investigation mexicain, auteur de Los Abascal, De los cristeros a Fox, La sexualidad prohibida, Cruces y Sombras ainsi que d'autres livres sur la droite mexicaine et sud-américaine.

[1] La doctrine de la « tolérance zéro » est à distinguer de la « théorie » de la « vitre cassée », élaborée par George Kellig, selon laquelle l'État doit réparer immédiatement toute trace d'incivilité, telle qu'une vitre cassée, pour minimiser les atteintes à son autorité. Pour un détail de l'élaboration de ces concepts pseudo-scientifiques, voir « [Sur quelques contes sécuritaires venus d'Amérique](#) », par Loïck Wacquant, *Le Monde Diplomatique*, mai 2002.

[2] Il s'agit donc bien de théoriser une justice de classe, puisque seuls sont réprimés les délits et crimes commis par les couches sociales plus défavorisées.

[3] L'Institut Manhattan a été fondé en 1948 par William Casey, futur directeur de la CIA sous Ronald Reagan. Ce think-tank, proche des néo-conservateurs, finance les travaux de nombreux travaux sur le caractère héréditaire de la pauvreté et l'inutilité de l'État providence. C'est le cas du livre de Charles Murray *Losing Ground*, dans lequel l'auteur affirme que les programmes sociaux destinés aux personnes défavorisées ne font que les enraceriner dans la pauvreté. Une thèse également défendue par un autre auteur financé

par l'Institut, George Gilder, dans son ouvrage *Wealth and Poverty*.

[4] « Le nouveau commandant de la guerre contre le peuple », *L'Ouvrier Révolutionnaire*, n°1184 du 26 janvier 2003.

[5] Lopez Obrador, maire de Mexico, est une figure haut en couleur de la vie politique mexicaine. Souvent accusé de populisme pour ses décisions extravagantes (telle que l'instauration d'un cirque gratuit devant la plus grande cathédrale de la ville, ou le refus du passage à l'heure d'été imposé par le président Vicente Fox), il se pose en candidat possible à l'élection présidentielle de 2006.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Mobilisation de paillettes dans la campagne US

Analyse

A l'approche de l'élection présidentielle états-unienne de novembre, les différents candidats mobilisent leurs troupes dans le monde du spectacle. Le quotidien argentin *Clarín* reprend une tribune du chanteur Bruce Springsteen parue cet été dans de nombreux quotidiens dans le monde. Le chanteur rock fait la promotion de la tournée *Vote for Change* regroupant des artistes opposés à l'administration Bush. Fidèle aux thèmes qui lui sont chers depuis le début de sa carrière, Springsteen dénonce l'aggravation des inégalités aux États-Unis, la disparition du « rêve américain » pour les plus pauvres et la politique étrangère de son pays. Son texte reflète toute l'ambiguïté d'une partie des soutiens de John Kerry. En effet, on y trouve beaucoup d'opposants à la guerre d'Irak éprouvant une telle aversion pour la politique de l'administration Bush qu'ils sont prêts à soutenir Kerry et à le présenter sous un jour favorable, en dépit de son programme militariste et de son vote en faveur de cette guerre. Du côté des partisans médiatiques de George W. Bush, on ne trouve pas une telle ambiguïté puisque les artistes le soutenant regroupent la fine fleur des chanteurs country réactionnaires ou des artistes de la Christian Coalition, notamment Lee Greenwood, porte-parole du **mouvement en faveur du maintien de la mention *Under God* dans le serment d'allégeance**. Dans le *Wall Street Journal*, l'un de ces artistes, le chanteur Larry Gatlin, affirme qu'il chantera et priera pour George W. Bush, les frappes préventives, les réductions d'impôts et l'abandon des missions de services publics aux congrégations religieuses.

Suite à l'écho qu'a reçu le texte de Salim Lone demandant davantage de distance entre l'ONU et les États-Unis et **que nous avons traité dans notre édition du 24 août 2004**, Michael Soussan s'oppose à ce point de vue dans l'*International Herald Tribune*. Pour l'ancien coordinateur du programme pétrole contre

nourriture en Irak, Sergio Vieira de Mello et la mission de l'ONU a Bagdad n'ont pas été frappés parce que l'ONU était trop proche des États-Unis mais parce qu'elle avait demandé aux forces de la coalition de ne plus la défendre, ouvrant ainsi la voie à une attaque terroriste. Pour l'auteur, l'identité des coupables ne fait aucun doute : il s'agit de la résistance irakienne, qualifiée ici de « terroristes », et l'ONU doit rejeter les appels à la neutralité pour s'engager aux côtés des États-Unis dans la « guerre au terrorisme ».

Cette image d'une résistance irakienne largement assimilée à des groupes terroristes islamistes est très présente dans la presse française aujourd'hui, suite à l'annonce du rapt de deux journalistes français. Bien que les affaires **Nicholas Berg** et Daniel Pearl aient suscité des questions sur l'identité des preneurs d'otages et des assassins, cette affaire est à nouveau traitée par la presse en prenant pour postulat de départ qu'elle a affaire à des intégristes musulmans, un postulat qui à l'heure actuelle ne peut être ni infirmé ni confirmé. Vendredi soir, avant que l'enlèvement des journalistes français ne soit officiellement annoncé, *Le Monde* avait repris dans ses colonnes l'éditorial d'Ezio Mauro, rédacteur en chef de *La Repubblica* à propos de la mort du journaliste italien Enzo Baldoni. Dans ce texte, l'éditorialiste renvoyait dos à dos résistants irakiens, présentés comme des idéologues fanatiques, et le gouvernement italien, accusé d'avoir entraîné le pays dans une guerre inutile pour des motifs idéologiques et d'utiliser cyniquement la mort du journaliste pour des objectifs politiques.

Robert E. Hunter de la Rand Corporation s'alarme dans le *Los Angeles Times* d'une possible intervention armée états-unienne en Iran. Selon lui, l'examen du rapport coût-avantages d'une telle option démontre vite que Washington doit s'inspirer de l'attitude de l'Union européenne et entamer des négociation avec l'Iran : si ce pays ne se sent plus menacé par un changement de régime, il ne cherchera plus forcément à acquérir l'arme nucléaire. On objectera qu'il sera toutefois difficile de convaincre Téhéran de la bonne foi de Washington tant que les faucons se répandront dans la presse pour demander un soutien aux opposants iraniens, déjà soutenus par la NED/CIA, ou se rendront aux meetings des Moudjahidins du peuple.

La National Endowment for Democracy avait également montré son intérêt pour les élections en octobre prochain en Ukraine par la voix de **Madeleine Albright en mars dernier**. Dans une tribune publiée par le *Globe and Mail*, l'une des dirigeantes de l'opposition ukrainienne, Yuliya Tymoshenko, se défend de la préparation d'un coup tordu de la NED dans le pays : une « révolution des roses » sur le modèle de ce qui s'est fait en Géorgie, n'est pas prévue à Kiev et tout ce que l'opposition désire, ce sont des élections libres.

Enfin, John M. Powell du programme alimentaire de l'ONU critique dans le *Japan Times* le traitement de l'actualité mondiale dans la presse : en reprenant les problématiques des gouvernements occidentaux sur les armes de destruction massive imaginaires ou non, elle néglige le fait que six millions de personnes par an meurent de faim ou de malnutrition et quand elle parle d'un drame humanitaire, comme elle le fait pour le Darfour, elle n'en oublie pas moins de voir le problème dans son ensemble.

Réseau Voltaire

Bruce Springsteen



Bruce Springsteen est chanteur et compositeur états-unien. Il est le principal porte-parole des artistes regroupée dans la tournée *Vote for Change* contre George W. Bush.

« Les États-Unis, loin de leurs valeurs »

Source : Clarin

Référence : « EE.UU., lejos de sus valores », par Bruce Springsteen, *Clarin*, 30 août 2004.

Pendant des années, j'ai essayé d'analyser ce que signifiait être nord-américain, quelle est notre identité et la position que nous occupons dans le monde. J'ai essayé d'écrire des chansons qui parlent de notre fierté mais aussi de nos lacunes. Ces questions sont au cœur de cette élection.

Je suis favorable à une série d'idéaux comme la justice économique, les droits civils, une politique extérieure plus humaine, la liberté et une vie décente pour tous nos concitoyens. Je pense que **John Kerry** et **John Edwards** veulent poser les bonnes questions et fournir des solutions honnêtes, liées à ces idéaux. C'est pour cette raison qu'avec de nombreux autres artistes, nous avons lancé la tournée *Vote for Change* dont l'objectif est de changer d'administration en novembre.

Nous avons mené une guerre en Irak qui n'était pas nécessaire, nous avons accumulé les déficits publics tout en sapant les services publics et en aggravant les inégalités. Notre gouvernement s'est éloigné des valeurs américaines.

Nouveau mot

Larry Gatlin est le chanteur des *Gatlin Brothers*, un groupe de musique country engagé en faveur de George W. Bush.

« Le pays de Bush »

Source : Wall Street Journal

Référence : « Bush Country », par Larry Gatlin, *Wall Street Journal*, 30 août 2004.

Pendant que Bruce Springsteen souhaite accroître les votes en faveur de **John Kerry** moi et d'autres artistes de country suivons **George W. Bush** pour dire à l'Amérique que nous jouons et prions pour le président. Je pense que les artistes peuvent faire de la politique à certains moments. Je respecte Bruce Springsteen mais je ne vois pas le monde comme lui.

Certains disent que la guerre en Irak n'était pas utile, mais notre maison a été incendiée une fois et grâce au président Bush et sa coalition de gentils, les méchants ne nous attaqueront plus. Kerry affirme qu'il ripostera en cas d'attaque mais aujourd'hui, ce n'est plus suffisant. Il faut avoir, comme George W. Bush, le courage de mener des actions préventives contre ceux qui pourraient nous attaquer. Ma gratitude envers le président n'est pas confinée à la sécurité. Je le remercie aussi pour sa politique fiscale et son soutien aux

initiatives sociales religieuses. Comme Springsteen, je suis *Born in the USA* [1] et j'en remercie Dieu.

[1] *Born in the USA*, " né aux États-Unis ", est la chanson la plus connue de Bruce Springsteen

Michael Soussan

Michael Soussan est ancien coordinateur du programme pétrole contre nourriture de l'ONU (1997-2001).

« Pour faire son travail, l'ONU doit prendre parti »

Source : International Herald Tribune

Référence : « [To do its job, the UN needs to take sides-><http://www.iht.com/bin/print.php?file=535920.html> », par Michael Soussan, *International Herald Tribune*, 27 août 2004.

Un an après avoir été chassée d'Irak par le terrorisme, l'ONU est sur le point d'y revenir, mais a-t-elle retenu les leçons de son expérience passée ? **Mark Malloch Brown**, chef du programme de développement de l'ONU, a demandé à l'ONU de retrouver sa position de " neutralité " dans le monde mais malheureusement, la seule façon de retrouver une vraie position de neutralité serait d'être inactif. **Salim Lone** a affirmé dans un **texte paru dans *The Guardian*** que l'ONU était devenue une cible car elle était devenue trop proche des États-Unis mais en affirmant cela il oublie de préciser un point essentiel : quelques jours avant l'attaque contre le quartier général de l'ONU, l'organisation avait demandé aux troupes de la coalition de cesser de protéger le bâtiment et c'est ce départ des troupes qui avaient permis aux assaillants de mener leur opération terroriste contre l'ONU. L'idée selon laquelle l'ONU, fondée à l'initiative des États-Unis, siégeant à New York et largement financée par les contribuables états-uniens devrait s'éloigner des États-Unis pour plaire aux Irakiens est une mauvaise idée pour trois raisons : elle postule que les terroristes représentent les Irakiens, que l'ONU doit rester neutre dans la lutte entre les forces de la coalition et les terroristes qui veulent saboter l'avenir de l'Irak, et qu'il faut que l'ONU reçoive moins de protection de la part des États-Unis que du régime de Saddam Hussein avant la guerre.

Ceux qui pensent que l'ONU devrait être neutre devraient relire la Charte des Nations Unies, un texte qui visait explicitement le combat contre le fascisme et le nazisme. Ce n'est que pendant la Guerre froide que la notion de neutralité de l'organisation est apparue pour permettre aux deux grandes puissances de continuer à dialoguer. Toutefois, cette neutralité n'est plus positive aujourd'hui, car dans la guerre au terrorisme elle empêche l'ONU d'intervenir. L'ONU aurait difficilement pu s'éloigner davantage des États-Unis qu'en refusant une protection, mais c'est à ce moment là qu'elle est devenue une cible. Il n'y a pas de place pour la neutralité en Irak aujourd'hui.

Ezio Mauro



Ezio Mauro est directeur du quotidien italien *La Repubblica*.

« L'innocent et les bourreaux »

Source : Le Monde

Référence : « L'innocent et les bourreaux », par Ezio Mauro, *Le Monde*, 28 août 2004.

Ils ont tué Enzo Baldoni, prisonnier du chantage idéologique exercé contre l'Italie et contre son gouvernement. L'Armée islamique en Irak a exécuté sa sentence sans se soucier des dernières paroles prononcées par Baldoni, " Je viens d'Italie, j'ai 56 ans, je suis journaliste et je suis un volontaire de la Croix-Rouge ". C'est le deuxième italien qui meurt en Irak après Fabrizio Quattrocchi. L'Armée islamique l'a précisé : l'Italie est " en tête de liste de ceux que nous devons combattre et tuer ". La brutalité de l'exécution est terrifiante et elle est la marque d'une cruauté idéologique dont les ravisseurs ont déjà fait preuve. Dans son dernier message, Baldoni semble croire qu'il est protégé par son statut de journaliste free-lance et de volontaire de la Croix rouge, et son pacifisme contraste nettement avec les armes de ces ravisseurs. Il s'était présenté comme un " homme de paix " avec une dignité impressionnante dans son dernier et inutile appel. Ses ravisseurs, eux, ne l'ont vu que comme un outil politique pour obtenir le retrait des troupes d'Irak ; l'homme en lui-même n'avait aucune importance. Le terrorisme, c'est encore et toujours cela : la tentative de nier toute autonomie à la démocratie, toute liberté à ses choix. Nous pensons que le choix italien d'aller en Irak est erroné et qu'il est lui aussi idéologique, mais la politique d'un gouvernement démocratique ne doit pas être dictée par un chantage terroriste.

Nous devons tous réfléchir si nous voulons que la mort " innocente " de Baldoni ne soit pas privée de sens. Le gouvernement doit comprendre que son implication idéologique, plus encore que militaire, expose particulièrement l'Italie et prive notre politique étrangère d'un rôle actif et efficace en Europe et au Moyen-Orient. La gauche doit comprendre pour sa part qu'en Irak nul n'est épargné, aucune identité n'est privilégiée, aucune culture n'est à l'abri. Quant à cette partie de l'opinion qui a raillé les idéaux de Baldoni et tourné ses choix en dérision parce que, cette fois, l'otage venait du monde de la gauche, il n'y a pas grand-chose à ajouter : notre droite est capable d'opérer des distinctions entre un otage et un autre, entre un mort et un autre, parce que les personnes ne comptent pas sur l'autel de l'idéologie féroce et de la mesquine barbarie intellectuelle.

Robert E. Hunter



Robert E. Hunter a été ambassadeur des États-Unis auprès de l'OTAN (1993-1998). Il a été directeur des études européennes du Center for Strategic and International Studies Il est conseiller à la Rand Corporation et a publié *NATO and Russia : Bridge-Building for the 21st Century*.

« Discuter avec l'Iran avant qu'il ne soit trop tard »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Talk It Out on Iran Before It's Too Late », par Robert E. Hunter, *Los Angeles Times*, 27 août 2004.

L'administration Bush considère ce qu'elle pourrait faire concernant une possible acquisition de l'arme nucléaire par l'Iran. L'une des alternatives étudiées est l'action militaire. Cette alternative est peu probable mais elle mérite un débat public.

Il ne faut pas laisser l'Iran acquérir des armes nucléaires sous peine de déstabiliser toute la politique de la région et de compliquer la situation des États-Unis. Il faut toutefois étudier les coûts et avantages d'une action militaire. Il faut d'abord noter que l'Iran a déjà démontré qu'il peut payer un prix élevé pour assurer son intégrité territoriale. L'Iran n'est pas une construction artificielle comme l'Irak, mais une civilisation millénaire. Pacifier le pays dans le cadre d'une occupation serait encore plus difficile que pour l'Irak. Même une frappe chirurgicale sur les installations iraniennes aurait des conséquences négatives car l'Iran pourrait alors déstabiliser l'Irak et l'Afghanistan. En outre, toute attaque contre l'Iran condamnerait la politique états-unienne dans la région pour des décennies. Ce calcul coût-avantages explique pourquoi l'Union européenne cherche une solution négociée.

Il faut que les États-Unis consacrent plus d'attention aux raisons qui poussent l'Iran à vouloir se doter d'armes nucléaires : un sens extrême de la vulnérabilité. Il faut faire comprendre à l'Iran qu'il ne sera pas attaqué et que les États-Unis ne posent pas le changement de régime comme condition à la transformation des relations. De même si l'Iran prend des mesures comme l'abandon du soutien au terrorisme, il pourra être réintégré dans la communauté internationale. Il faut négocier avec l'Iran tout en maintenant la possibilité d'une attaque.

Yuliya Tymoshenko

Yuliya Tymoshenko est ancienne vice-Premier ministre d'Ukraine. Elle dirige le parti de la mère patrie, un parti d'opposition ukrainien.

« Une démocratie ukrainienne sans entraves »

Source : Globe and Mail

Référence : « No strings on Ukrainian democracy », par Yuliya Tymoshenko, *Globe and Mail*, 27 août 2004.

Beaucoup est en jeu pour les Ukrainiens cette année. Le 31 octobre, ils voteront pour élire leur quatrième président depuis l'indépendance en 1991.

Malheureusement, si depuis cette époque le pays a évolué, certains éléments sont restés les mêmes : les règles ne sont pas les mêmes pour tous les candidats et le gouvernement ainsi que les médias exercent des pressions sur les candidats d'opposition. Cependant, les Ukrainiens ont cette année la possibilité d'exercer un vrai changement.

Nous demandons à la communauté internationale de s'assurer que l'élection à venir sera libre, transparente et juste. Le Congrès états-unien, l'OSCE et l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se sont déjà prononcés dans un appel au gouvernement ukrainien pour le respect des règles démocratiques lors des élections, mais cela n'a pas été suffisant. En effet, le candidat du gouvernement et Premier ministre Viktor Yanukovitch a déjà permis de sérieuses violations des règles démocratiques dans la campagne. A Donetsk, les travailleurs des chemins de fer ont été forcés par leur direction des ressources humaines à visiter les locaux de campagne de M. Yanukovitch et à signer une pétition de soutien au candidat. A Kiev, les personnes âgées reçoivent des soins gratuits s'ils signent la pétition de soutien, et à Kharkiv certaines entreprises menacent de licenciement ceux qui ne vont pas aux meetings de Yanukovitch et donnent des jours de congés à ceux qui y vont. De son côté, Viktor Yuschenko, le candidat de l'opposition, est espionné ou attaqué physiquement et les médias favorables à l'opposition ne peuvent plus être captés dans certaines régions. Les Ukrainiens voient tout cela et se souviennent du bon bilan de M. Yuschenko quand il était Premier ministre. S'il est élu, il renforcera la démocratie. Les opposants de M. Yuschenko affirment qu'il veut organiser une " révolution des roses " à la géorgienne mais tout ce que nous voulons, ce sont des élections libres.

John M. Powell

Ancien fonctionnaire australien, John M. Powell est vice directeur exécutif du programme alimentaire mondiale de l'ONU chargé de la communication et de la collecte de fonds.

« L'apathie aggrave le coût de la faim »

Source : Japan Times

Référence : « Apathy sustains hunger toll », par John M. Powell, *Japan Times*, 27 août 2004.

Dans les prochaines douze heures, la famine et la malnutrition tueront davantage de personnes qu'il n'y avait d'athlètes dans toutes les épreuves des jeux olympiques : 18 000 enfants meurent chaque jour, plus de six millions par an. Toutefois, nous ne semblons pas prêts à reconnaître le scandale de la malnutrition et de la faim. Peut-être est-ce parce que nous nous concentrons plus sur d'autres menaces ; tant a été dit sur la menace imminente des armes de destruction massive.

Pour notre part, au **programme alimentaire mondiale de l'ONU**, nous sommes confrontés à une véritable arme de destruction massive : l'apathie globale face au problème de la faim. Ce n'est que quand ce phénomène atteint des proportions inacceptables que les populations se mobilisent. Cela semble devoir être le cas pour le Darfour mais il faut que nous nous souvenions que le Darfour n'est qu'une petite partie du problème malgré ses viols de masse et ces deux millions de réfugiés. Les récentes inondations au Japon ont suscité une grande couverture médiatique dans le pays mais pas celles qui au Bangladesh ont touché 70 % du pays, ont affecté des dizaines de millions de personnes et vont propager les maladies. Dans le monde, 800 millions de personnes savent ce qu'est la faim et pour beaucoup la menace de la faim est extrêmement grave. Aujourd'hui, en Afrique occidentale, les attaques de sauterelles peuvent mettre un million de personnes en danger.

En 2004, une cruelle convergence de facteurs économiques est plus dangereuse pour les vies humaines que les guerres civiles, les désastres naturels ou les maladies : l'augmentation de la demande de nourriture en Chine fait augmenter les prix, tout comme la hausse des prix du pétrole qui fait accroître le coût des transports de nourriture alors que la baisse du dollar diminue les budgets du programme alimentaire mondial. Le temps que vous lisiez ce texte, dix personnes seront mortes.